

**Allocution du
Président Mohamed Hosni Moubarak**

devant

**la Conférence de haut niveau de
l'Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)
sur**

**La Sécurité alimentaire mondiale: les défis
du changement climatique et des bioénergies**

(Rome : 3 juin 2008)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Cette Conférence se tient à un moment très difficile où le monde passe par une crise économique aiguë, et connaît de violentes vagues d'inflation, des hausses des prix des produits alimentaires de base sans précédent, aussi bien que des prix de l'énergie et des matières premières.

La crise actuelle pose de nombreuses problématiques dont les dimensions économiques, sociales et environnementales se croisent tout en ayant de graves répercussions sur les taux de croissance économique et les niveaux de vie aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

En dépit de cet enchevêtrement des dimensions et causes de cette crise, nous devons reconnaître que la plus grande part de ses conséquences est ressentie au sein des pays en développement, notamment dans les pays africains.

La question de la sécurité alimentaire constitue le chaînon le plus dangereux de cette crise, avec ses graves conséquences sur les efforts des pays en développement pour réaliser les objectifs du millénaire pour le développement. Nous devons nous rappeler que la réalisation de la sécurité alimentaire était à la tête de ces objectifs que nous avons mis en place il y'a huit ans.

Nous voici réunis ce jour dans cette importante conférence au moment où la question de sécurité alimentaire connaît un défi difficile engendré par la hausse continue des prix des denrées alimentaires et la diminution des réserves mondiales à son plus bas niveau depuis les années soixante-dix.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé à l'augmentation de ces réserve de 14% à 19% du produit mondial brut. Or si cette proposition s'avère pertinente à long terme, elle pourrait aggraver à court terme la situation actuelle et alimenter les pressions du côté de la demande qui provoque, à son tour, de nouvelles hausses de prix.

Nous nous réunissons aujourd'hui au moment où la crise a provoqué des goulets d'étranglements économiques et des bouleversements sociaux dans de nombreux pays en développement, sans compter ses conséquences négatives sur les activités de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) ainsi que sur le volet de l'agriculture dans le cadre du cycle de Doha à l'Organisation Mondiale du Commerce.

Nos vues peuvent diverger quant aux causes de la crise actuelle et les moyens nécessaires pour la surmonter, mais nous sommes tous convaincus que nous faisons face à un phénomène mondial qui exige une action internationale afin d'en limiter les conséquences.

Nous saluons le groupe de travail formé par le Secrétaire Générale de l'ONU et nous aspirons à la stratégie que le groupe présentera afin de régler la crise. Cependant, il nous semble nécessaire d'élargir le dialogue aussi bien au sein de l'ONU qu'au-delà en incluant les institutions de Bretton Woods, l'OMC et les rassemblements régionaux tant des pays développés que ceux en développement.

Le monde fait face à un défi commun, qui fait l'objet lui même de l'entrecroisement entre les questions de sécurité alimentaire, de l'énergie et de l'eau, liées à leur tour aux questions de changement climatique et de la bioénergie avec tout ce qui en découle en terme de problématiques et d'alternatives.

Cette Conférence n'est pas un forum pour échanger les accusations entre pays en développement et pays développés, ni pour imputer à l'une des parties ou à l'autre les causes de la crise actuelle, mais elle présente plutôt une occasion d'engager un dialogue et de mettre en place un partenariat universel susceptible d'être à la hauteur de ce défi commun.

J'appelle à un partenariat mondial pouvant porter remède aux causes et aux conséquences de cette crise, de manière à réaliser à la fois les intérêts des pays développés et ceux des pays en développement ...un partenariat mondial dépassant les politiques, les orientations et les intérêts appréhendés sous un angle purement national pour traiter la sécurité alimentaire de toute l'humanité, et ses liens avec le droit inaliénable de l'homme à la nourriture et à la vie...un partenariat mondial témoignant de la convergence de nos efforts sur les plans

national, régional et international, pouvant contenir cette crise et coupant court à la hausse sans cesse des prix des aliments.

Je réitère l'appel à un dialogue international d'urgence... appel que j'ai lancé auparavant au forum économique de Davos à Charm el Cheikh... un dialogue entre importateurs et exportateurs des produits alimentaires et énergétiques aussi bien des pays en développement que des pays développés... un dialogue qui mette au point une stratégie internationale pour surmonter la crise actuelle aux court, moyen et long termes, qui apporte les solutions susceptibles de satisfaire aux besoins des populations mondiales, en matière d'alimentation, d'énergie classiques et propres, solutions dont nous convenons tous et auxquelles nous nous engageons tous.

Il s'agit d'un dialogue fondé sur les intérêts communs et sur l'interdépendance, mettant en garde contre les risques que posent la spéculation sur les prix des produits agricole... un dialogue qui soutienne les efforts de développement agricole dans les domaine de la bonification des terres, de l'augmentation de la productivité, et des infrastructures nécessaires au transport et au stockage des récoltes agricoles, un dialogue promouvant la recherche scientifique ayant trait aux engrais et aux souches de nouvelles semences... un dialogue examinant les effets des semences génétiquement modifiées sur la santé végétale, animale et humaine.

Il s'agit d'un dialogue relevant les défis liés au changement climatique, les modèles courants de consommation et de production, dont les répercussions en termes de sécheresse et de désertification s'avèrent dangereuses, de même que leurs effets directs sur la sécurité alimentaire pour toute la population mondiale.

Il s'agit d'un dialogue qui établisse un code de conduite international, susceptible de freiner l'expansion actuelle de la production des biocarburants comme source d'énergie alternative, de fixer les critères de l'utilisation responsable des produits agricoles en tant que nourriture pour les hommes et non comme carburants pour les moteurs, de réévaluer les coûts véritables des biocarburants avec leurs dimensions sociales et environnementales, et d'en

limiter la production aux déchets agricoles et aux cultures consacrées à cette fin telles que le jatrope.

Il s'agit d'un dialogue sérieux d'urgence pour réexaminer les subventions actuellement accordées aux producteurs d'éthanol et du biodiesel, soumettant cette subvention aux règles du commerce international, étant donné qu'elle présente l'une de graves distorsions dont témoigne le système international du commerce des produits agricoles.

Mesdames et Messieurs,

L'Égypte fait face aux implications de la crise actuelle, grâce à une économie renforcée par des mesures de redressement et de réformes et un réseau de solidarité sociale à base élargie.

Je passe en revue les dimensions de la crise actuelle, et vous appelle à ce dialogue et à ce partenariat mondial pour la contenir et la surmonter; non motivé par les souffrances que subit l'Égypte en conséquence de la situation actuelle; car en fait, nous sommes tous plus ou moins partenaires dans ces souffrances, mais parce que mon appel est motivé par ma conviction que nous nous trouvons tous dans la même tranchée, nous vivons dans le même monde, confrontés aux mêmes défis et aspirons tous à un avenir meilleur pour nos Pays et peuples et à un monde meilleur apportant bien à tous.

Merci

Que la paix, la miséricorde et la bénédiction de Dieu soient avec vous.